LA PRIVATISATION DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT: SES PROGRAMMES, OBSTACLES ET RAISONS

PRESENTE PAR

SANDRA LAVORATORE

TRAVAIL DE RECHERCHE DE MAITRISE

DIRECTEUR : LEONARD DUDLEY

21 AOUT 1993

...ature de

SE... '93

UNIVERSITE DE MONTREAL

SOMMAIRE

Ce rapport traite de la privatisation dans les pays en voie de développement. Il est divisé en deux parties : dans la première nous étudierons pourquoi il faut privatiser en analysant la mauvaise performance des entreprises publiques (EP), les facteurs qui l'affectent et la relation qui existe entre privatisation et performance. Cette première partie se termine par une brève revue des programmes de privatisation dans les PVD et de ses obstacles, ce qui nous permettra mieux de cerner la problématique entourant la privatisation avant d'aborder la question qui nous préoccuppera dans la seconde partie soit, pourquoi les gouvernements des PVD privatisent-ils? Pour y répondre, nous utilisons un modèle LOGIT bivarié que nous testerons sous trois formes : linéaire, semi-logarithmique et racine carrée. Le modèle supérieur soit, celui avec la forme racine carrée, indique que les gouvernements possédant un déficit et une dette extérieure élevés ainsi qu'une grande dépendance envers la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont une probabilité plus élevée de privatiser.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier monsieur Léonard Dudley, qui eut la gentillesse d'accepter d'être mon directeur de recherche et qui a su bien me conseiller tout au long de cette étude. Ses commentaires et encouragements furent bien appréciés. Je voudrais également remercier monsieur François Vaillancourt, directeur de mon séminaire, pour avoir bien voulu lire et corriger la première version de ce travail, mais surtout pour ses suggestions et améliorations très pertinentes. Merci aussi à Marcel Boyer pour m'avoir introduit à la problématique de la privatisation ainsi que pour son aide.

Je tiens également à remercier chaleureusement ma famille et Eric Parna pour leurs encouragements continus durant toutes mes études. Et finalement, merci à Louis-André Lussier et Alexandre LeLeyzour pour leur grande aide et gentillesse.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 4

PREMIERE PARTIE : POURQUOI PRIVATISER ? 6

I) PRIVATISATION ET PERFORMANCE 6

1.1) Performance des Entreprises Publiques dans les P.V.D. 6

1.2) Analyse de la mauvaise performance des EP 7

1.3) Relation entre privatisation et performance . . 11

II) REVUE DES PROGRAMMES DE PRIVATISATION ET OBSTACLES DANS LES P.V.D 14

2.1) AFRIQUE 14

2.1.1) Raisons de la création des EP 15

2.1.2) Obstacles à la Privatisation 18

2.1.3) TOGO 20

2.1.4) NIGERIA 21

2.1.4) KENYA 23

2.2) AMERIQUE DU SUD ET CENTRALE 24

2.2.1) CHILI 26

2.2.2) BRÉSIL 30

2.2.3) MEXIQUE 32

2.3) ASIE 35

2.3.1) Raisons des EP 35

2.3.2) Programmes de Privatisation 36

2.3.3) Obstacles à la Privatisation 39

DEUXIEME PARTIE : POURQUOI LES GOUVERNEMENTS PRIVATISENT-ILS? 42

3.1) Pertinence de la Question 42

3.2) Hypothèses 43

3.3) Echantillon 49

3.4) Mesures 50

3.5) Modèle et ses Equations 51

3.6) Résultats 53

3.6.1) Forme Linéaire 53

3.6.2) Forme Semi-Logarithmique 56

3.6.3) Forme Racine Carrée 58

CONCLUSION 64

BIBLIOGRAPHIE 67

ANNEXES 71

Liste des Tableaux

TABLEAU 1 : Résultats du modèle LOGIT sous sa forme linéaire. 55

TABLEAU 2 : Résultats du modèle LOGIT sous sa forme semi-logarithmique. 57

TABLEAU 3 : Résultats du modèle LOGIT sous sa forme racine carrée. 59

INTRODUCTION

La privatisation est un phénomène relativement récent bien qu'elle fut introduite dans quelques pays dont le Chili et l'Angleterre depuis le milieu des années '70. La privatisation fut surtout popularisée au milieu des années '80, suite aux difficultés économiques qu'ont connues les secteurs publics de beaucoup de pays.

Les raisons des difficultés du secteur public ne seront pas étudiées dans cette analyse mais mentionnons ici quelques facteurs: interférence politique dans les opérations des entreprises publiques, incompétence des cadres, manque d'incitatifs pour les cadres et employés des entreprises, objectifs non-commerciaux, etc. Les partisans de la privatisation affirment que le secteur public restera toujours inefficace puisqu'il ne peut faire faillite et par conséquent, il n'a pas d'incitatifs à compétitionner et à exceller.

Suite à la mauvaise performance des entreprises publiques et des pressions des agences d'aide internationales, beaucoup de pays poursuivent aujourd'hui un programme de privatisation. Mais s'agit-il là de programmes sérieux de privatisation ou ont-ils été crées uniquement pour répondre aux exigences de la Banque Mondiale et du FMI ? Pourquoi les gouvernements privatisent-ils? La question vaut la peine d'être étudiée puisque sa réponse détermine, en fait, la qualité d'un programme de privatisation. Certains pays ont des programmes de privatisation, pour satisfaire aux exigences de la BM et le FMI, mais refusent de vendre une seule de leurs entreprises publiques. D'autres optent pour les contrats de location ou de

management (forme de privatisation reconnue par la BM) en espérant récupérer leurs entreprises publiques lorsque les pressions de la BM et du FMI diminueront.

Avec de tels programmes de privatisation (qui n'apportent pas les résultats escomptés bien entendu), il faut se demander s'il est pertinent d'obliger les PVD de procéder à la privatisation ou s'il ne vaut pas mieux en fait que les agences essaient de changer les mentalités des gouvernements quant à la privatisation et insister sur l'éducation des gouvernements pour comprendre les bienfaits de la privatisation.

Afin de bien comprendre la problématique entourant la privatisation, ce rapport sera divisé en deux parties : la première traitera de la performance des entreprises publiques et des facteurs qui l'affecte, de la relation entre performance et privatisation et d'une brève revue des programmes de privatisation en Afrique, Amérique du Sud et Asie. Dans la deuxième partie, nous tenterons de répondre, à l'aide d'un modèle économétrique, à la question que l'on se posait plus haut soit, pourquoi les gouvernements des pays en voie de développement privatisent-ils?

Première Partie : POURQUOI PRIVATISER ?

I) PERFORMANCE ET PRIVATISATION

1.1) Performance des Entreprises Publiques dans les P.V.D.

Beaucoup d'entreprises publiques (EP) à travers les P.V.D. sont dans un piètre état et il est commun que ces EP opèrent à perte pendant de très longues périodes. Il s'agit là d'un lourd fardeau financier à supporter pour ces pays qui, règle générale, ne peuvent plus se le permettre. En Tanzanie, à la fin des années '70, un tiers de toutes les EP affichaient des pertes (on ne croit pas que la situation ait changé aujourd'hui) alors qu'au Bénin, plus de 60% de toutes les EP opéraient à perte[1]. La situation est semblable partout ailleurs : " (...) and reports from the Sudan, Nigeria, Mauritanie, Zaire, Sierra Leone and Senegal reveal, at best, heavy losses in many PE's and suggest at worst, permanently loss making PE sectors in these countries "[2]. En Inde, 91 des 207 EP enregistraient des pertes en 1984-85 et la situation était et est toujours la même dans la plupart des pays de l'Asie et de l'Amérique du Sud[3].

La plupart des EP ont des rendements très faibles compte tenu de la grande quantité de ressources investies en elle. Par exemple,

---

[1] Nellis, John (1986, p.19).

[2] Ibid.

[3] Aylen, J. (1987, p.15).

au Kénya, $1.4 milliards (US) furent investi dans toutes les EP au début des années ´80 pour générer finalement un taux de rendement moyen annuel de 0,2% seulement[4]. Au Nigéria, 25 à 30 milliards ont été investi dans les EP depuis son indépendance en 1960, pour un taux de rendement de 1% seulement[5].

Afin de financer leurs pertes, beaucoup d´EP empruntent à l´étranger et dans plusieurs pays, le gouvernement garantit les dettes de ses EP. Ainsi, les emprunts étrangers des EP, en Thailande, contribuent aux deux tiers de la dette publique externe de $8 milliards (US)[6].

Nous reviendrons plus tard sur les performances des EP lorsque nous traiterons chaque continent séparément. Retenons pour l´instant qu´en général dans les P.V.D. les EP furent et sont toujours décevantes financièrement et essayons d´expliquer les raisons de cette mauvaise performance.

1.2) Analyse de la mauvaise performance des EP

Nous nous baserons ici sur une étude faite par la Banque Mondiale sur les EP de l´Afrique[7] (les exemples fournis dans cette section proviennent aussi de cette étude, sauf avis contraire).

---

[4]Nellis, John (1986, p.17).

[5] Callaghy et Wilson (1988, p.195)

[6] The Economist (1985, p.74).

[7] Nellis, John (1986).

Cette étude relève huit facteurs responsables de la mauvaise performance des EP et qui s´appliquent aussi bien à l´Afrique qu´aux autres continents. Ces facteurs sont:

1) Un facteur important est le *contrôle des prix* pratiqué par plusieurs pays. Ces prix ont rarement été ajustés à l´inflation qui est pourtant galloppante dans bien de ces pays. Certains pays, surtout dans le domaine de l´agriculture, contraignent les EP à vendre leurs biens à un prix inférieur aux coûts de production. Au Zimbabwe, dans le cadre d´une politique anti-inflationniste, les autorités avaient défendu à l´EP Air Zimbabwe d´augmenter ses prix. Ainsi, pendant un certain temps, elle fut la compagnie aérienne avec les tarifs les plus bas au monde. Ceci est une politique absurde pour un pays en voie de développement car, en gardant les tarifs au minimum, seuls les riches et les étrangers profitent de cette subvention! Dans certains pays comme au Nigéria, les pertes ne sont pas subventionnées et dans les pays où elles devraient l´être, les compensations sont rarement reçues.

2) Un second facteur est les *décisions inappropriées d´investissements*. Plusieurs EP sont crées sans aucune étude de marché faite au préalable et sans objectif clair. Par exemple, au Zaïre, un projet d´hydroélectricité et de lignes de transport a coûté près de 3 milliards de dollars , soit environ un tiers de la dette extérieure du pays. Malheureusement le projet n´a jamais

fonctionné à plus de 30% de sa capacité...[8]

3) Il y a aussi un problème sévère de *sur-emploi* dans les EP; les administrateurs se plaignent de ne pas avoir le pouvoir de licencier les employés et n'ont aucun contrôle sur les salaires et bonus.

Ceci est dû au fait que plusieurs EP ont vu le jour dans le but de créer des emplois, dans des régions reculées par exemple. Or cette politique crée des situations intolérables. La Banque Mondiale a estimé que dans une EP de "Agricultural Marketing Board" (le pays n'est pas nommé), 3000 employés étaient en excès ! Autre exemple parmi tant d'autres: un certain pays emploierait pour son aéroport régional deux équipes de travail de huit heures chacune pour un grand total de 2 vols par jours! Malheureusement ce genre d'excès est très fréquent dans ces pays et contribue beaucoup aux pertes financières des EP.

De plus, il y aurait un manque de travailleurs qualifiés et d'administateurs expérimentés ou adéquatement formés afin de gérer efficacement les EP. Il semblerait aussi que dans plusieurs de ces pays il y a peu d'écoles de commerce et les étudiants qui y sont formés pensent en terme d'appliquer les réglementations et non en terme d'opportunité pour améliorer la situation financière d'une EP.

La pénurie d'administrateurs compétents dans les EP s'explique aussi dans certains pays par le gel des salaires du secteur public

---

[8]Banque Mondiale, (1991, p.161).

dû aux crises économiques, d'où la baisse du niveau de vie des cadres qui préfèrent ainsi travailler pour le secteur privé. Notons qu'en Éthiopie, les salaires sont gelés depuis plus d'une dizaine d'années et au Zimbabwe depuis plus de cinq ans.

4) Les EP sont *sous-capitalisées* à cause des pertes chroniques et de l'inflation. Les transferts des gouvernements aux EP ont diminué à cause des restrictions budgétaires , ce qui a obligé les EP à dépendre largement sur des emprunts bancaires et à accumuler les arrérages. En Somalie, les intérêts accumulés des EP du secteur manufacturier équivalent à 50% de leurs pertes. Parce que le gouvernement garantit les dettes des EP et que l'administration n'est pas tenue responsable de ces emprunts, plusieurs EP ont fait abus de ces emprunts et n'ont pas su bien investir cet argent.

5) Les EP sont généralement à *court de liquidités* car, souvent, elles ne sont pas payées pour leurs produits ou services, ou sont payées très en retard, d'où leurs nécesdsité d'avoir recours aux prêts bancaires.

6) Un taux de *taxation très élevé* sur les profits et l'obligation de transférer au gouvernement une bonne partie de leurs profits nets empêchent les EP de ré-investir efficacement leurs profits et diminuent par le fait même les incitatifs aux EP d'augmenter leurs profits. Par exemple, au Mali, 90% des profits nets doivent être

retournés au gouvernement.

7) Plusieurs pays ont des *problèmes de coordination* entre les nombreux comités de supervision des EP. De plus, les réunions sont souvent remises ou trainent en longueur afin d'éviter les conflits et les décisions sont remises à plus tard ou à une autorité supérieure.

8) Enfin, plusieurs des EP sont des *monopoles*, ce qui élimine l'effet positif de la compétition sur l'efficacité, entres autres.

1.3 Relation entre performance et privatisation

Il faut noter ici, avant d'aborder la privatisation, que l'on retrouve un peu partout dans les P.V.D. des EP profitables, mais qu'elles sont l'exception plutôt que la règle. Dans certains de ces cas, cela est dû à la compétence des managers de s'adapter à des conditions de travail difficiles ou à des politiques gouvernementales destinées à aider les EP. Mais dans d'autres cas, des profits sont réalisés grâce à la position monopolistique de la firme ou encore, à des politiques d'investissement inappropriées qui permettent de faire des profits à court terme. Ainsi certaines EP ne feraient pas des profits si elles n'étaient pas protégées aux frais de la société, c'est-à-dire au dépend d'alternatives plus productives des ressources employées par les EP. D'autre part, des

EP seraient profitables si le gouvernement leur permettrait d'augmenter les prix et si elles n'étaient pas obligées de poursuivre des objectifs non-commerciaux.

Plusieurs gouvernements ont entrepris des réformes des EP afin de clarifier et de simplifier les objectifs, diminuer l'intervention gouvernementale. améliorer la compétence des managers,etc... Le principal objectif de ces réformes était d'augmenter l'efficacité, les revenus, la productivité et de diminuer les coûts. Dans certains pays tels que la Corée du Sud, le Pakistan et la Jamaïque, ces efforts ont eu un impact bénéfique sur les EP[9]. De ces expériences, il est clair que la performance des EP peut être améliorée sans qu'il y ait changement de propriétaire (du secteur public au secteur privé).

Mais l'amélioration de la performance est lente et incertaine. Plusieurs réformes ont eu un impact minime ou nul: il y a eu plus de réformes qui ont échoué que réussi.

Les résultats modestes des réformes des EP ont convaincu plusieurs observateurs qu'il faut aller plus loin et, qu'afin de réaliser des améliorations financières et d'efficacités, il faut changer de propriétaire. Il faut privatiser des EP, particulièrement celles qui furent crées à l'origine pour produire des biens échangeables. L'hypothèse de base est que les gouvernements, malgré parfois leurs bonnes intentions, ne peuvent résister à la tentation d'intervenir. Dans les moments de crise, les gouvernements tendent à utiliser les EP afin de remplir des

[9]Shirley, M. (1988,p.24).

objectifs socio-politiques. Ainsi, disent les partisans de la privatisation, les réformes des EP ne seront pas sérieusement implantées ou ne durereont pas ; le seul moyen d'améliorer les choses serait donc la privatisation.

Mais il ne faut pas croire que le secteur privé ne peut faire pire que le gouvernement, surtout dans les P.V.D. où il existe plusieurs distorsions et difficultés économiques. L'efficacité, même si l'entreprise est complètement privatisée, ne sera jamais atteinte si le marché n'est pas libéralisé et que les distorsions restent. Malgré cela, il existe un lien entre secteur privé et augmentation de la productivité et de l'efficacité :

i) Sous la propriété privée, il y a *moins d'interférence politique* dans les décisions de la firme.

ii) Les cadres (et peut-être les employés) recevraient ou pourraient obtenir des *salaires plus élevés selon leur productivité et compétence.*

iii) La privatisation obligerait les entreprises privatisées à *honorer leurs dettes* (ce qui n'est pas le cas pour les EP).

iv) La privatisation remplacerait la supervision d'un gouvernement désintéressé par celle d'*actionnaires concernés par la performance de la firme* ; ceux-ci imposeraient à l'entreprise comme objectif principal la réalisation de profits et jugeraient la compétence des

managers par leur habilité d'accomplir ou non cet objectif.

Avec la privatisation, les actifs deviennent échangeables, les contraintes de budget doivent être respectées, un marché est développé pour les managers et ces derniers doivent répondre à de nouveaux signaux et incitatifs. Si l'efficacité n'augmente pas, l'entreprise ne pourra pas survivre (dans un marché compétitif et sans intervention gouvernementale) et ainsi, les ressources auparavant utilisées par cette entreprise pourront être utilisées à des fins plus productives, d'où l'augmentation de l'efficacité (en termes sociaux).

II)REVUE DES PROGRAMMES DE PRIVATISATION ET OBSTACLES DANS LES P.V.D.

2.1) AFRIQUE

L'Afrique est le continent où il y a le plus de travail à faire en terme de privatisation : le nombre d'EP est effarent, la plupart des EP sont dans un piètre état, inefficaces et non rentables, plusieurs sont irrécupérables financièrement et les obstacles à la privatisation sont énormes.

Alors que plusieurs pays de l'Afrique sub-saharienne sont contraints par le FMI et la Banque Mondiale à implanter des programmes de privatisation depuis quatre ou cinq ans, peu de

progrès a été accompli, principalement à cause du manque de volonté des gouvernements à se départir de leurs EP.

Cette section est un apeçu des programmes de privatisation dans trois pays de l'Afrique, représentatifs de la situation dans ce continent. Mais auparavant, jetons un coup d'oeil sur les raisons de la création des EP dans ce continent ce qui nous permettra, dans une section subséquente, de mieux comprendre les obstacles à la privatisation.

2.1.1) Raisons de la création des EP

La plupart des EP furent crées pour de raisons politiques et non économiques. Il faut se rappeler et toujours garder en tête lorsque l'on étudie l'Afrique, que la plupart des pays ont acquis leur indépendance il y a à peine une trentaine d'années et même moins. Or, plusieurs gouvernements colonialistes ont implantés, surtout dans les années 1945 à 1960, un gouvernement fortement centralisé ainsi que plusieurs EP pour desservir les blancs. Ces pays ont donc hérité d'une notion de centralisation. L'indépendance a d'ailleurs crée un fort besoin de nationalisation et de contrôle, jusqu'alors dominé par l'étranger (Asie, Proche Orient).

Ce besoin de nationalisation a été tellement intense qu'il a donné lieu à la création inutile d'un très grand nombre d'EP. Aujourd'hui encore ce besoin de contrôle est très fort ce qui retarde considérablement dans plusieurs pays l'implantation d'un

sérieux programme de privatisation.

De plus, plusieurs pays ont adopté des approches plutôt socialiste pour le développement économique, croyant fermement que toutes les ressources du pays doivent appartenir à tous et non à quelques riches industriels ou aux étrangers, associant également la notion de marché et de profit à l'exploitation. La situation est très bien résumée par la Banque Mondiale: " Elsewhere, the association of colonialism with imperialism and exploitation, the post-war ascendancy of a leftist intellectual climate, the support of an independance which had come from socialist movements and governments, and the seeming success stories offered by socialist models in terms of political unification and rapid industrialization were but some of the factors which, taken cumulatively, led many newly independant African government to espouse one form or another of socialism "[10].

Dû à cette pensée économique, plusieurs entreprises étrangères furent nationalisées, notamment en Tanzanie, Zambie, Ethiopie et Soudan[11]. Dans quelque pays, l'approche socialiste a été rejetée et il sera interessant de voir si ce nombre ira en s'aggrandissant suite aux évènements de l'Europe de l'Est et ce, malgré ce besoin de contrôle très fort qui subsiste à travers toute l'Afrique sub-saharienne. Et puis, il y a les raisons un peu moins idéalistes...les EP sont une excellente source d'emplois pour des fidèles partisans du gouvernement, des officiers de l'armée

[10] Nellis, J. (1986, p.13).

[11] Nellis, J. (1986, p.14).

retirés, d'anciens ministres, etc... ce qui crée évidemment beaucoup d'abus. En Zambie par exemple, le gouvernement fournit à tous les cadres supérieurs d'EP une maison meublée, une auto et l'essence, des domestiques, des gardes du corps, les factures d'eau et d'électricité sont payées par l'Etat, une assurance médicale, une allocation pour les loisirs en plus d'un salaire et de bonus généreux![12]

En plus d'être une bonne source d'emploi, les EP sont aussi une bonne source de revenus pour le gouvernement, puisant à même les profits des EP pour financer leurs campagnes électorales, par exemple.

Les objectifs non-commerciaux sont parmi les raisons les plus populaires de la création et existence des EP : créer des emplois, développer des régions reculées, l'égalité de distribution de revenus, maintenir un certain niveau de salaire pour la région, développer des programmes sociaux grâce aux revenus que l'on attendait des EP, etc. Avec de tels objectifs, fortement appréciés par la population, il est difficile de convaincre un gouvernement de procéder à la privatisation et d'abandonner ces objectifs non-commerciaux qui font, finalement, plus de mal que de bien pour l'économie. En effet, comment rendre une EP efficace et rentable si cette dernière est contrainte par de tels objectifs non-commerciaux? Il en résulte donc d'énormes pertes financières qui creuseront d'avantage les déficits des gouvernements.

---

[12] Herbst,J. (1990, p.241).

2.1.2) Obstacles à la Privatisation

Un peu plus haut nous avons mentionné quelque réticences à la privatisation: les gouvernements ne veulent pas abandonner les objectifs non-commerciaux des EP, ces dernières sont d'excellentes sources d'emploi pour les partisans du gouvernement et surtout, les gouvernements veulent garder le contrôle de tous les secteurs de l'économie, refusant de se départir facilement de ses EP. En fait, les EP jouent un rôle tellement important dans la consolidation du pouvoir du gouvernement que ce dernier n'a pas de grands incitatifs à privatiser. De plus, la plupart des EP ne sont pas vendables et ainsi, le gouvernement ne peut espérer reçevoir de revenus importants de la privatisation puisque la plupart des EP seront liquidées. Cela represente donc un incitatif de moins pour les gouvernements de l'Afrique alors que dans les pays où plusieurs EP sont vendables, l'augmentation de revenus pour le gouvernement est une des raisons de la privatisation. Malheureusement ce n'est pas le cas ici.

Il y a aussi la peur, toujours présente, de vendre des EP à des investisseurs étrangers. Dans plusieurs pays, la privatisation est retardée à cause de cette peur qu'ont les gens de retourner à un statut néo-colonial s'ils dépendent grandement sur un secteur privé appartenant à des étrangers. Ainsi au Kénya, on élabore depuis trois ans un plan de privatisation mais aucune privatisation majeure n'a encore été faite car seuls les investisseurs étrangers

ou les groupes minoritaires ethniques (Indiens et Kikuyus) ont les moyens d'acheter des EP.[13]

Un autre obstacle de taille est l'absence des marchés de capitaux. Les principales méthodes de privatisation ne peuvent être appliquées dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne à cause de l'absence de marchés de capitaux. De plus, il n'y a pas de marché boursiers dans la plupart de ces pays (il y en a quatre en Afrique sub-saharienne), ce qui complique les transactions aussi.

L'évaluation des EP reste un exercice difficile surtout dans ce continent où les distorsions, subventions et contrôles des prix régnent. La Banque Mondiale résume bien ce problème: "On ne peut connaître la rentabilité réelle d'une entreprise et, par conséquent, évaluer correctement ses actifs si les prix ne sont pas des indicateurs fiables des coûts et de la demande des consommateurs. Dans ces conditions, il sera peut-être impossible de vendre l'entreprise à un prix approprié (...)".[14] De plus, des méthodes de comptabilité dépassées et des états financiers négligés ne font que compliquer considérablement la tâche.

Evidemment avec de tels obstacles, les progrès en matière de privatisation sont lents. Les programmes sont peut-être implantés mais les ventes sont rares dues aux réticences. Regardons tout de même les programmes de privatisation du Togo, Nigéria et Kénya qui, à mon avis, illustrent bien les problèmes de l'Afrique sub saharienne.

---

[13] Ibid.

[14] Banque Mondiale (1991, p.166).

2.1.3) TOGO[15]

Depuis 1975, lorsque le prix du phosphate a quadruplé, le nombre d'EP s'est mis à croître considérablement. Mais avec la mauvaise performance des EP et leur fardeau sur le déficit du gouvernement, ce dernier a mis en place vers la fin de 1985 un ministère d'EP afin de réformer les EP et d'amorcer la privatisation. Ce dernier point était plutôt imposé par les agences internationales, faisant partie d'un programme d'ajustement structurel. Sur environ 72 EP, le ministère décida que 8 seraient liquidées et vingt-quatre privatisées.

A la fin de 1987, le Togo avait réussi à privatiser huit EP. Les privatisations furent faites grâce à des brochures détaillées pour chaque EP, distribuées à travers les banques étrangères et locales, les chambres de commerce, bureaux de commerce et embassades. Les investisseurs intéressés furent ensuite étudiés d'après leur offres et qualifications.

Malheureusement, certaines EP furent vendues avec une garantie d'un taux élevé de protection. Lorsque les usines de textiles ITT et Togatex furent vendues à Pen Africa Company (appartenant à un groupe d'investisseurs coréens et Américains), le gouvernement assura qu'il n'établierait pas ou n'encouragerait pas l'établissement de toute autre entreprise de textile qui pourrait compétitionner ITT et Togotex. Qouique plusieurs EP vendues

[15] Tiré de Nankani, H. (1988).

auparavant ont profité du même traitement, cet engagement fut grandement critiqué par les Togolais et les agences d'aide internationales,et ne devrait plus se reproduire.

La Banque Mondiale a aussi critiqué la lenteur de la privatisation au Togo malgré les onze EP privatisées aujourd'hui.

2.1.4) NIGERIA

Le secteur public du Nigéria compte parmi les plus grands de l'Afrique sub-saharienne, possédant 275 EP au niveau fédéral et plus de 600 parmi les Etats.[16] On estime que le secteur public contribue à environ 35% du P.N.B.[17] Malgré de grands investissements, ces EP ont rapporté que des maigres rendements. Les EP industrielles fonctionnent en moyenne à 20-35% de leur capacité.[18]

Lorsque la situation économique s'aggrava au début des années '80, le président Shehu Shagari (1979-83) essaya de réformer le secteur public mais sans succès dû aux tumultes politiques et à la corruption.

Mais en 1986, lorsque le prix du pétrole chuta, le gouvernement se vit contraint à privatiser :"When the price of oil

---

[16] Lewis, P. (1990, p.215).

[17] Ibid.

[18] Ibid.

collapsed to 9$ a barrel in 1986 and government revenues fell accordingly, pressures mounted from foreign bankers and companies to repay commercial loans, while the World Bank and the IMF pressed hard for program structural adjustment."[19] Le président Barbargida, qui avait pris le pouvoir en 1985, annonça donc un vaste programme de privatisation , adopté en 1988. Environ 50 EP furent alors choisies pour la privatisation totale et une autre cinquantaine pour la privatisation partielle.[20]

Mais la vente des EP ne fut pas toujours un succès. A titre d'exemple, étudions le cas de la Nigerian Livestock Production Company (NLPC)[21]. La NLPC est composée de 18 EP dans le domaine de l'agriculture, l'élevage et laitier. Le gouvernement esperait vendre le plus d'EP à des investisseurs locaux. Mais finalement, seulement 2 des 18 EP furent vendues, partiellement, au secteur privé : la Madara Dairy Company et la Nigerian Dairies Company. Cette dernière possédait deux laiteries mais l'une seulement fût vendue au secteur privé. L'autre fut vendue au gouvernement de l'Etat de Kundera.

Quant à la Madara Dairy Compant, 50% fut vendu au privé , 25% à une banque appartenant à l'Etat et le reste fut retenu par une agence gouvernementale. Ainsi 12 des EP de la NLPC ont simplement été transférées du gouvernement fédéral à d'autres agences gouvernementales.

---

[19] Callaghy et Wilson (1988, p.197).

[20] Callaghy et Wilson (1988, p.199).

[21] Tiré de l'étude de Callaghy et Wilson (1988).

La raison de ces transferts n'est pas qu'il n'y a pas assez d'offres des investisseurs, mais plutôt que le gouvernement fédéral, n'osant pas faire face à l'opposition des gouvernements des Etats, opta pour un transfert des EP du gouvernement fédéral aux gouvernements des Etats. Mais aux yeux des agences internationales, il ne s'agit pas là de privatisation et il faut espérer que les ventes subséquentes des EP ne se dérouleront pas de la même façon.

2.1.4) KENYA

Le Kénya, qui a acquis son indépendance il y a près de trente ans, possède des EP dans presque tous les secteurs de l'économie. Le nombre d'EP est difficile à cerner : 325 d'après R.W.Karanja (1988), mais 176 d'après J.Nellis (1986).

Selon certains auteurs, plusieurs EP ont pour mandat d'encourager plutôt que de substituer le marché privé.[22] Certaines de ces EP sont très rentables, telles que le Kenyan Tea Development Authority qui serait en Afrique l'une des EP la plus efficace et bien orientée vers le marché. De plus, toujours d'après ces auteurs, seulement le quart des EP sont entièrement publiques.

Il reste quand même que le secteur public est un fardeau financier pour le gouvernement et, suite à la crise économique des années '80, ce dernier implanta un programme de privatisation. La

---

[22] Ibid.

plupart des EP désignées pour la privatisation étaient du secteur manufacturier car celui-ci avait des rendements décevants depuis quelques années déjà.[23]

Mais la résistance à la privatisation est grande : "Real racial barriers exist... full scale open privatization would probably have the results of transfering state assets to Asian entrepreneurs. Such transfers would likely improve firm-level performance, but the government fears the overall economic and political repercussions. (...) the current has worried that privatization would also favor the Kikuyus, the most privileged ethnic group in the country." [24] Il faut noter ici que le secteur privé au Kénya est en grande partie entre les mains des Asiatiques.

Cinq ans après la création du comité de privatisation, seulement trois EP avaient été mises en vente et aucune n'étaient encore vendue en 1988.[25]

2.2) AMERIQUE DU SUD ET CENTRALE

Les problèmes inhérents à l'Amérique du Sud sont moins sérieux que ceux de l'Afrique. D'une part, dans la plupart des pays, il existe peu de tensions interraciales entre différents groupes

---

[23] Ibid.

[24] Callaghy et Wilson (1988, p.193).

[25] Canday-Sekse,R. (1988, p.73).

ethniques d'un pays et d'autre part, plusieurs pays supportent la privatisation et ont implanté des programmes de leur plein gré et non seulement à cause des pressions du FMI ou de la Banque Mondiale. Il faut de plus souligner qu'il n'y a pas un aussi grand besoin de contrôle en Amérique du Sud qu'en Afrique et donc la réticence à la privatisation est plus faible. De plus, les marchés des capitaux sont plutôt bien développés.

Quant au secteur public, il n'est peut-être pas aussi large qu'en Afrique mais il reste tout de même très important. De plus, les raisons invoquées précedemment sur la mauvaise performance des EP en Afrique s'appliquent également en Amérique Latine : interférence politique, mauvais investissements, sous-capitalisation, pénurie de managers, corruption, etc.

Le secteur public ayant drainé beaucoup d'argent aux gouvernements, la plupart des pays ont opté tôt ou tard pour la privatisation. Aujourd'hui d'après le Business Week, il existe une vague de privatisation à travers toute l'Amérique Latine : "What began six years ago as a debt-reducing experiment in Chile - later moving north to Mexico - is now a privatisation fever gripping much of the continent".[26] Des énormes pancartes publicitaires sont installées à Buenos Aires, invitant le public à répondre à des appels d'offres publics sur divers immeubles, terrains, condominiums, etc. appartenant à l'Etat. Même le zoo de la ville serait à privatiser! En fait tout est à privatiser : " The

[26] Baker, S. (1991, p.54).

governmnet is selling everything in sight ".[27]

Il en est de même au Panama et au Vénézuela (mais il y a ici une limite sur les investissements étrangers), en Colombie et au Pérou. Mais, dans ce dernier cas les investisseurs sont plutôt difficiles à attirer car le pays est envahi par le choléra, les guerillos et les traffiquants de drogue.[28]

Dans les trois prochaines sections nous allons nous attarder aux trois pays qui privatisent depuis un certain temps déjà soit, le Chili, le Brésil et le Mexique.

2.2.1) CHILI[29]

Durant le régime du gouvernement Allende, de 1970 à 1973, le secteur public augmenta rapidement pour atteindre environ 600 EP à la fin de 1973. Celles-ci comptaient pour environ 50% du PNB.

Afin de réduire le déficit fiscal (équivalent alors à 25% du PNB), le gouvernement militaire de Pinochet lança un programme de réformes des EP et éventuellement, un programme de privatisation. Il y eut quatre phases de privatisation jusqu´à maintenent :

Première Phase:1974-1975 :

---

[27] Ibid.

[28] Baker, S. (1991, p.56).

[29] Basé sur l´étude de Nankani, H. (1988).

La plupart des entreprises expropriées durant le régime Allende ont été retournées à leurs propriétaires. Ces derniers ont récupéré leurs entreprises sans frais mais en mauvais état (capital limité, excès d'employés,...). 259 EP furent ainsi privatisées.[30]

Deuxième Phase:1975-1983 :

C'est dans cette phase que débuta véritablement la privatisation puisque dans la première il n'y a pas eu de transferts d'argent.

Ce sont surtout les EP opérant dans les secteurs commerciaux, industriels et financiers qui furent visées. La plupart des EP furent achetées grâce à l'aide financière de CORFO[31] et les actifs de l'entreprise servaient de collatéral. Les revenus provenant de cette phase de privatisation sont évaluées à environ $1.2 milliards (US).

Malheureusement cette phase s'avéra décevante : le gouvernement dû, au début des années '80, récupérer les plus grandes banques commerciales et entreprises privatisées qui avaient fait faillite entre temps. Quatre facteurs sont identifiés comme étant la cause de ces échecs :

-l'absence d'une sélection efficace d'investisseurs potentiels

---

[30] Cook et Kirkpatrick (1988, p.287).

[31] CORFO est la Corporation de Développement de l'Etat; elle fut crée en 1939.

et, par conséquent, la vente des EP à des investisseurs ne possédant pas une base financière adéquate ou d'expertise

-un programme de privatisation à trop grande échelle pour une capacité limitée du marché des capitaux à absorber la vente

-une grande dépendance sur la dette comme instrument financier pour financer l'achat des actions

-la récession de 1982-83.

Notons aussi que la plupart des entreprises qui ont fait faillite étaient dans l'industrie du textile ou de la métallurgie qui étaient parmi les secteurs les plus protégés. Les entreprises ne purent donc survivre à la compétition une fois que le commerce extérieur fut libéralisé.

Troisième Phase:1985-86 :

Suite à la crise finanière et aux nombreuses faillites, CORFO se retrouva avec plus de cinquante entreprises ou banques entre les mains. Ce groupe d'entreprises sans propriétaires fut nommé "the odd sector". La troisième phase avait comme objectif de reprivatiser ces entreprises pour la fin de 1986. Cette fois la privatisation avait quelques caractéristiques nouvelles : diffuser la propriété entre plusieurs acheteurs, une capitalisation des entreprises à vendre, une sélection plus sévère des investisseurs.

Il y eut beaucoup d'incitatifs pour encourager les travailleurs à acheter des actions dans les entreprises où ils sont

employés. On estime d'ailleurs à 21000 le nombre d'employés ayant acheté des actions.

Quatrième Phase:1986-

En 1986, seulement 40 entreprises étaient sous le contrôle de CORFO. L'objectif de cette phase est de privatiser ces EP. En 1988, cette phase avait déjà généré $262 millions (US) en revenus de vente. On estime aussi qu'en 1988, 170 000 employés possédaient environ 14% des EP privatisées.[32]

CONCLUSION

L'expérience du Chili démontre qu'un large programme de privatisation peut s'avérer être un succès en :

1) établissant des institutions adéquates pour superviser la privatisation

2) établissant des incitatifs spéciaux pour les petits investisseurs et employés

3) adoptant une législation adéquate

4) appliquant les leçons du passé aux futures privatisations afin de ne pas répéter les erreurs du passé

Deux facteurs cependant sont à noter :

---

[32] Sigmund, P. (1990, p.356).

1) La majorité des actions ont été vendues à un prix bien inférieur à leur valeur économique et des incitatifs financiers furent fournis pour financer la vente de la majorité des actions, même celles sous-évaluées.

Les employés ont bénéficié de quotas spéciaux ainsi que de prêts préferentiels. Les fonds de pension avait une option de rachat si le rendement était insatisfaisant.

2) La reprivatisation de 1981-83 a pu donner le mauvais signal que les entreprises privatisées en situation de graves difficultés financières pourront être sauvées par le gouvernement.

Ces deux choses impliquent que le coût de la privatisation peut être très différent de celui attendu et doit être considéré avant la vente.

2.2.2) BRÉSIL

Il fut question de privatisation au Brésil dès 1974 mais elle ne se concrétisa que durant la période du gouvernement Figueiredo (1979-85), où le nombre d'EP passa de 530 (en 1981) à 420 (en 1984). Mais seulement 17 de ces EP furent vendues ; le reste fut liquidé ou fusionné à d'autres EP.[33]

Lorsque le gouvernement Sarney pris le pouvoir en 1985, il

[33] Schneider, B. (1988, p.97).

promit d'implanter un programme de privatisation mais deux ans plus tard, le programme n'était toujours pas créer. Il était clair que Sarney n'avait aucune intention réelle de privatiser. Mais en août 1988, suite aux pressions de plus en plus insistantes des créditeurs étrangers de réduire le déficit du pays, Sarney créa un nouveau Conseil de Privatisation (avec seulement 13 employés) et annonça une liste de 70 firmes à privatiser. Toutefois, l'examen de cette liste révéla que plusieurs de ces firmes étaient déjà incluses dans des listes de privatisation antérieures, quelques unes n'appartenaient plus à l'Etat et d'autres venaient tout juste d'être acquises par l'Etat.

Il y eut quand même en 1988 plusieurs privatisations dues aux efforts de la National bank for Economic and Social Development, qui voulait se débarasser de firmes privées qu'elle détenait suite à leur faillite.

Notons que le secteur privé ne fut pas très coopératif : " Publicly, businessmen professed their support for privatisation; but privately firms that depend on particular state enterprises have lobbied to block their sales."[34]

De plus, les investisseurs étrangers n'étaient pas encouragés puisqu'ils ne pouvaient être majoritaires de la propriété. Les entreprises devaient rester sous le contrôle des Brésiliens.[35]

Aujourd'hui le secteur public compte toujours 158 EP dans

---

[34] Ibid.

[35] Kapstein, E. (1988, p.144).

divers secteurs de l'économie[36], mais l'ancien gouvernement Collor de Mello fut le premier à prendre au sérieux la privatisation : il a implanté un vaste programme de privatisation et a mis beaucoup d'énergie à éduquer le public sur les bienfaits de la privatisation. D'ailleurs certains sondages estiment que 70% de la population est favorable et supporte la privatisation.[37]

De plus, le gouvernement veut encourager les investisseurs en éliminant la limite de 40% d'actions pour les étrangers. Aussi, la période durant laquelle l'argent (des dividendes) doit rester dans le pays a été réduite de 12 à 6 ans.[38]

Quant aux prochaines années, le Brésil considère de s'attaquer aux privatisations d'infrastructures telles que les télécommunications, ce qui sera fortement controversé.

2.2.3) MEXIQUE

En 1983, afin de rétablir la confiance du secteur privé qui s'était détériorée suite aux difficultés économiques du pays, le président De La Madrid adopta un modeste programme de privatisation, bien qu'il insista alors sur le fait que l'Etat conserverait son rôle dans le développement économique.

Seulement 23 EP furent privatisées en 1983-84 mais le

---

[36] Fortune (1992, p.136).

[37] Ibid.

[38] Ibid.

gouvernement élargit son programme en 1985 puis en 1987 pour tenter, entre autre, de diminuer le déficit du secteur public et ainsi répondre aux exigences des agences internationales de réformer le secteur public.[39]

En 1988,le Mexique était considéré comme le pays ayant accompli le plus de privatisation au monde: il aurait vendu à lui seul plus du cinquième des milles EP privatisées à travers le Tiers-Monde. Mais ces chiffres sont quelque peu trompeurs car la majorité des EP privatisées contribuaient très peu à la production totale des EP et aux dépenses gouvernementales du secteur publique. L´impact des privatisations sur le déficit public fut donc faible malgré leur grand nombre.

Aujourd´hui, les choses ont grandement changé: en décembre 1991, on estima que la part du secteur public dans le PNB diminua de moitié, passant du tiers au sixième, grâce au programme de privatisation. Le Mexique a aussi réussi à rembourser le huitième de sa dette domestique avec les sept milliards de dollars des revenus de la privatisation jusqu´à ce jour.[40]

Cette amélioration s´explique par l´engagement du Mexique à vendre de gros morceaux du secteur public, tels que les compagnies aériennes Mexicana et Aeromexico. Cette dernière, jusqu´à sa privatisation en 1989, avait pratiquement dilapidé trois milliards de dollars de subventions gouvernementales.[41] Aujourd´hui, sa

---

[39] Schneider, B. (1990, p.330).

[40] Flint, J. (1991, p.50).

[41] Moorman, R. (1991, p.94).

situation financière semble se rétablir avec, entre autre, une augmentation des ventes de 60% et celle de la productivité des employés.[42] Une autre privatisation majeure, qui fut grandement publicisée, est la vente de Telmex, un monopole dans les télécommunications, qui fut vendu pour $4 milliards (US).[43] Cette privatisation est d'ailleurs souvent citée en exemple pour inciter les pays à amorcer les privatisations des infrastructures et des secteurs stratégiques. Ainsi, Eduardo Modiano, le coordonnateur des privatisations au Brésil, a récemment déclaré : " Mexico boomed when it started the roadshow for selling Telmex. These experiences show that privatization of Telelbras -une EP de télécommunication- could have a hudge impact on the Brazilian economy."[44]

Jusqu'à maintenant, la privatisation au Mexique aurait été facilitée grâce à une bonne stabilité politique du pays, à une classe importante de riches investisseurs américains et à la grande volonté et détermination du gouvernement. Quant à l'avenir, il semble encore plus prometteur grâce à l'accord de libre-échange nord américain.

2.3) ASIE

---

[42] Ibid.

[43] Ibid.

[44] Fortune (1992, p.136).

En août 1990, un journaliste du Asian Business écrivait que malgré les visions audacieuses de privatisation qui prirent naissance en Asie vers 1985, pas une seule EP asiatique a été complètement privatisée, si on exclue le Japon.[45] Trois ans plus tard, la situation est presque toujours la même. C'est pourquoi dans cette section il n'y aura pas d'étude de cas mais plutôt une revue du secteur public en Asie, des programmes de privatisation et de leurs obstacles.

2.3.1) Raisons des EP

Les grands secteurs publics en Asie s'expliquent par la perception du rôle du gouvernement comme étant celui d'agent de développement économique, tel que nous l'avons vu aussi dans le cas de l'Afrique et de l'Amérique Latine. Cette notion persiste d'ailleurs toujours en Asie ce qui sera, comme nous verrons plus loin, un obstacle majeur à la privatisation, notamment en Inde.

Une seconde raison fut la peur de voir certains secteurs économiques être contrôlés par les étrangers, surtout les Chinois: "The authorities in Thaïland, Malaysia and Indonesia built big state corporations to offset the economic power of overseas Chinese businessmen."[46]

En Malaisie par exemple, on adopta des politiques discriminatoires envers les Chinois et les Indiens afin de

---

[45] Montagu-Pollock, M. (1990, p.32).

[46] The Economist (1985, p.77).

favoriser les Bumiputera, groupe ethnique majoritaire du pays. Ces derniers avaient ainsi un accès privilégié à l'emploi dans la fonction publique et aux marchés publics. Le même genre de politique discriminatoires fut également adopté par le Sri Lanka envers les Tamouls et autres groupes minoritaires.[47]

La forte croissance du secteur public s'explique aussi, surtout aux Philippines, par les nombreuses entreprises qui firent faillite au début des années '80 et qui furent récupérées par les institutions financières appartenant à l'Etat : "It was through default to these two banks - Development Bank of the Philippines et la Philippines National Bank - that the government acquired an extensive stakes in sectors in which direct government investment had appeared small".[48] Notons aussi dans les cas des Philippines (bien que ceci s'applique à bien d'autres pays) que l'augmentation des EP fut aussi un moyen de consolidation du pouvoir du gouvernement Marcos.

2.3.2) Programmes de Privatisation

Certains pays de l'Asie en sont encore aux balbutiements de leur programme de privatisation. Ainsi, suite aux pressions de la Banque Mondiale et du FMI qui menaçaient de retenir un prêt de

---

[47] Banque Mondiale (1991, p.159).

[48] Haggard, S. (1988, p.93).

trois milliards en mars 1991, l'Inde est contrainte d'implanter un programme de privatisation qui, pour l'instant, n'est toujours pas développé.[49] On sait toutefois que les investisseurs étrangers auront un accès limité aux actions des EP Indiennes. Au Bangladesh, le programme de privatisation a été implanté il y a deux ans à peine et ce dernier permet la participation étrangère dans l'achat des EP sans aucune limite ou restriction.[50] Au Vietnam, il n'y a pas de programme de privatisation mais le gouvernement annonça en novembre 1991 la nomination du Crédit Lyonnais afin de le conseiller pour en élaborer un. Quatre cent candidats pour la privatisation ont été identifiés ,mais aucune EP stratégique ne sera touchée.[51]

La Malaisie et les Philippines, par contre, privatisent depuis déjà quelques années. Aux Philippines, la privatisation commença en 1983-84 afin de répondre aux exigences du FMI. Durant les années où Marcos était au pouvoir, c'est à dire jusqu'en février 1986, la privatisation fut loin d'amener les résultats escomptés. En fait, elle risquait plutôt de perpétuer les monopoles et oligopoles bâtis par les amis de Marcos : "The problem is that Mr Marcos friends are the only businessmen with the money and nerve to invest in the Philippines. Their reward in some instances is to buy back, at magnificiant discounts, their old businesses that were nationalised

---

[49] Dalai, S. (1991, p.63).

[50] Ibid.

[51] The Economist (1991, p.38).

because of their failure to repay government-guaranteed loans".[52]

Mais lorsque Corazon Aquino fut portée au pouvoir, elle bénéficia du support (pour la privatisation) de pratiquement tous, quelle que fut leur orientation politique. En effet, les gens craignaient que le système de patronage et de corruption qui existait entre les EP le gouvernement Marcos ne se perpétue encore avec le nouveau gouvernement et croyaient qu'il était dans l'intérêt de tous de procéder à la privatisation et d'adopter des politiques orientées vers un marché compétitif. Même la gauche favorisait la privatisation puisque les revenus de cette dernière, avait promis Aquino, iraient directement à la création de programmes sociaux. Cent-trente EP furent choisies pour la privatisation et un important programme de réforme fut créer afin d'améliorer le rendement des EP que le gouvernement allait retenir. Mais l'implantation du programme de privatisation fut longue et difficile malgré l'enthousiasme qui existait lors de l'arrivée d'Aquino. Nous en rediscuterons dans la prochaine section.

Quant à la Malaisie, en 1986, "The Fifth Malaysia Plan" fut créer et un de ses principaux objectifs fut d'augmenter l'investissement du secteur privé. Le plan envisageait aussi la vente d'EP en situation de monopole (téléphone), l'établissement d'écoles privées, d'universités et de services de santé où le secteur privé serait largement impliqué. Un Comité de privatisation inter-départemental fut crée et encouragea fortement le secteur privé à faire des offres d'achats d'EP. La privatisation avait

---

[52] The Economist (1985, p.74).

principalement deux objectifs : diminuer l'importance du secteur public mais aussi développer parmi les Bumiputera une certaine culture d'entrepreneurship que semblait posséder les Chinois et les Indiens. Ainsi, le gouvernement pratiqua une discrimination positive dans l'allocation des contrats et dans l'achat d'actions parmi les Bumiputera, afin d'encourager la participation de ces derniers dans le secteur privé.[53]

Soulignons que Singapour est une exception car la privatisation dans ce pays découle du succès de ses EP. Le gouvernement ne privatisa donc pas pour alléger son fardeau fiscal mais plutôt à cause d'une réorientation économique. L'omniprésence du gouvernement et la difficulté de contrôler efficacement et honnêtement un secteur public de plus en plus grand furent les principales raisons de la privatisation pour les ministres du gouvernement qui craignaient que " (...) the excessive state control may handicap their island's future growth".[54]

2.3.3) Obstacles à la Privatisation

En plus des obstacles que l'on retrouve généralement dans tous les pays tels que des problèmes légaux, des problèmes d'évaluation ou un marché des capitaux peu développé, certains pays ont fait face à divers problèmes qui ont ralenti l'implantation des programmes de privatisation. Ainsi, en Malaisie, la détermination

---

[53] Kirkpatrick et Cook (1988, p.254).

[54] The Economist (1985, p.77).

du pays à impliquer les Bumiputera dans la privatisation des EP a considérablement ralenti cette dernière. En Thaïlande, les investisseurs sont découragés par la congestion chronique des routes des villes principales ,par un manque d'infrastructures efficaces, l'instabilité politique et la réputation d'une corruption répandue à travers tout le pays. En Inde, presque tout le parlement et la population sont opposés à la vente des actifs du secteur public.[55] La raison primordiale est qu'en Inde, les EP sont le symbole d'une nation forte et en croissance. Par conséquent les Indiens ne comprennent pas pourquoi ils devraient privatiser. De plus, les Indiens sont beaucoup plus enclins à réformer le secteur public plutôt que de le privatiser. Aussi, il existe une crainte à travers tout le pays, de voir se former une concentration de pouvoir économique entre les mains de quelques investisseurs.

Aux Philippines, l'enthousiasme qui régnait au début du programme de privatisation d'Aquino s'est vite dissipé. En effet, après quelque temps, on a commencé à croire que la mauvaise performance des EP était due à la piètre administration du gouvernement Marcos et qu'une réforme suffirait à remettre sur pied le secteur public du nouveau gouvernement. Les oppositions à la privatisation commençaient donc à se faire sentir mais avec les pressions des agences d'aide internationales, il a fallu quand même implanter le programme. Cette dernière fut lente car il eut beaucoup de discussions quant au rôle de l'investissement étranger mais aussi sur quels groupes d'investisseurs du secteur privé

[55] Dalai, S. (1991, p.63).

pourront acheter des actions. Cette dernière préoccupation était due à la présence "d´amis" de Marcos dans le secteur privé et on voulait s´assurer que ces derniers ne puissent avoir accès aux actions des EP à privatiser.[56] Toutes ces raisons ont donc contribué au ralentissement des programmes de privatisation et la plupart persistent encore aujourd´hui. Malgré cela, les Philippines ont réussi, à la fin de 1991, à accumuler plus d´un milliard de dollars US grâce aux recettes de la privatisation.[57]

---

[56] Haggard, S. (1988, p.108).

[57] Abueg, J.M. (1991, p.18).

DEUXIEME PARTIE : POURQUOI LES GOUVERNEMENTS PRIVATISENT-ILS?

3.1) PERTINENCE DE LA QUESTION

L'objectif de cette deuxième partie est d'étudier les raisons sous-jacentes à la privatisation. Il est pertinent de se demander pourquoi les gouvernements privatisent car la réponse à cette question est étroitement liée aux succès de la privatisation. Ainsi, en Afrique, certains pays préfèrent la location à la vente des actifs de l'Etat, espérant ainsi satisfaire aux exigences des agences internationales de diminuer la taille du secteur public et de pouvoir ensuite, lorsque les pressions de ces agences diminueront, récupérer leurs actifs et continuer leurs affaires comme auparavant.

D'autre part, si les gouvernements privatisent seulement pour céder aux pressions du FMI et de la BM les programmes de privatisation risquent de ne pas être sérieusement mis en place et/ou aucun incitatif ne sera crée afin d'encourager et accélerer la privatisation. Nous avons déjà vu de telles situations dans la première partie de cette étude, au Brésil et les Philippines pour ne nommer que ceux-là.

Sous de telles conditions, la privatisation ne pourra atteindre les objectifs économiques qu'on lui attribue; sans un programme de privatisation sérieux et sans la participation convaincue des gouvernements, la pression des agences à implanter

la privatisation n'aura pas des résultats satisfaisants. Voilà pourquoi il est important d'étudier la question.

Pour ce faire, nous utiliserons un modèle logit bivarié suggéré et testé par Ravi Ramamurti[58], que nous examinerons de plus près dans la prochaine section. Mais auparavant, étudions les hypothèses de ce modèle.

3.2) HYPOTHESES DU MODELE

Nous nous limiterons ici aux raisons économiques de la privatisation sans tenir compte directement des raisons idéologiques, historiques ou politiques. Ce n'est pas là une restriction très contraignante puisque les facteurs économiques sont souvent à la source des autres facteurs.

Les raisons économiques peuvent être de court terme ou de long terme. Pour faire de la prédiction sur la privatisation il est utile de savoir à quel point celle-ci est influençée par des facteurs de court terme ou de long terme. Par exemple, est-ce que les gouvernements privatisent surtout afin de financer, relativement facilement, leurs déficits budgétaires? Sont-ils forçés par les agences d'aide internationales dont ils sont très dépendants? Ou privatisent-ils afin d'améliorer la performance économique du pays à long terme?

Etudions donc ces hypothèses de court terme et de long terme:

---

[58] Ramamurti, R. (1992).

CAUSES DE COURT TERME

1) Pressions fiscales pour les gouvernements

Afin de renflouer leurs déficits certains gouvernements ont considéré la privatisation afin d'accumuler des sommes considérables provenant de la vente ou de la location des actifs de l'Etat mais aussi de l'économie d'argent due à la départition des EP déficitaires.

Certaines études démontrent que la privatisation rapporte moins d'argent qu'espéré. Mais cela est dû, en partie, au fait que les gouvernements diminuent le potentiel de réalisation de gains de la privatisation en refusant de vendre des EP à certains groupes ethniques ou à des étrangers, ou en refusant de vendre certaines EP qui seraient intéressantes pour les investisseurs. Malgré cela on estime que si le gouvernement parvient à vendre un volume d'actifs suffisant, une somme considérable d'argent peut être réalisée grâce à la privatisation. Ainsi, la Grande-Bretagne aurait accumulé plus de 17 milliards de livres grâce à la privatisation entre 1979 et 1988, et le Chili aurait accumulé $850 millions (US) entre 1975 et 1980.[59]

Si les pressions fiscales sont une cause de la privatisation, les pays qui privatisent pour cette raison auraient des déficits

[59] Ibid

budgétaires, en % du PNB, plus élevés que ceux qui ne privatisent pas. De plus, ils auraient des niveaux de dette domestique et d'emprunts étrangers plus élevés que les pays qui ne privatisent pas, puisque c'est leur inaptitude à financer leurs déficits qui les pousse à privatiser. Nous avons donc déjà trois hypothèses:

H-1A : Les gouvernements des pays qui privatisent ont, en moyenne, des déficits budgétaires plus élevés que les pays qui ne privatisent pas, en % du PNB.

H-1B : La dette publique domestique des pays qui privatisent sera en moyenne plus élevée de celle des pays non-privatiseurs, en % du PNB.

H-1C : La dette extérieure des pays qui privatisent sera en moyenne plus élevée de celle des pays non-privatisateurs, en % du PNB.

2)Pression des Agences d'Aide Internationale

Dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurel, la Banque Mondiale et le FMI pressent les pays à procéder à la privatisation, et ce depuis le début des années '80. Voici donc deux autres hypothèses:

H-2A : Les pays qui privatisent ont une dépendance financière envers la Banque Mondiale plus grande que pour les pays qui ne privatisent pas, en % du PNB.

H-2B : Les pays qui privatisent ont une dépendance financière envers le FMI plus grande que pour les pays qui ne privatisent pas, en % du PNB.

Pour ces deux hypothèses, la dépendance devra être mesurée avant le début du programme de privatisation afin de ne pas fausser les résultats. Ainsi, afin de récompenser les pays qui privatisent, la BM ou le FMI peuvent augmenter les prêts d'où une augmentation de la dépendance financière envers ces agences. C'est pourquoi nous utiliserons, pour ces deux hypothèses, des données antérieures au programme de privatisation.

Causes de Long-Terme

3) Utilisation Excessive des EP

Plusieurs pays possèdent un nombre excessif d'EP, comme nous l'avons vu dans la première partie. Mais il est difficile de déterminer quels pays ont un secteur public trop grand pour la taille de leur économie. Une méthode serait de mesurer la valeur ajoutée des EP du pays en % du PNB. Mais cette méthode a des faiblesses. Certains pays ont un tel ratio élevé non pas parce

qu'ils utilisent excessivement les EP mais parce que les EP sont dans des secteurs qui contribuent beaucoup au PNB du pays (ex: pétrole). Il faudrait plutôt mesurer la part des EP dans des secteurs individuels de l'économie mais ceci est infaisable dû au manque de données.

Nous allons donc utiliser, faute de choix, la part des EP dans l'investissement brut national. Cette variable risque d'ailleurs de varier moins qu'il y ait présence ou non de richesse naturelle dans le pays, comparé à la méthode précédente. Ainsi nous pouvons tester cette hypothèse:

H-3 : La part des EP dans l'investissement brut national est en moyenne plus élevée pour les pays qui privatisent que pour les pays qui ne privatisent pas.

Cette hypothèse sera testée avec des données antérieures au programme de privatisation afin de ne pas faussser les résultats. En effet, avec l'implantation d'un programme de privatisation, certains gouvernement procèdent à une réforme des EP et investissent dans ces EP afin de les rendre vendables.

4) Déception de la performance économique des EP

Plusieurs gouvernements sont déçus du rendement économique des EP et dans l'impossibilité de financer des EP déficitaires. Nous avons vu dans la première partie les causes de la mauvaise

performance des EP et des échecs des réformes des EP. Sous ces conditions, quelques gouvernements optent pour la privatisation.

Il est cependant difficile de mesurer la mauvaise performance des EP, dû aux objectifs sociaux que certaines EP poursuivent, ou à des situations monopolistiques, par exemple. Toutefois, il semblerait que les gouvernements se basent sur la profitabilité afin d'évaluer la performance économique d'une EP et ce, malgré les faiblesses de cette mesure. Nous allons donc aussi utiliser cette mesure puisqu'elle semble être une proxy raisonnable de la satisfaction d'un gouvernement envers ses EP.

H-4 : La performance financière des EP dans les pays qui privatisent est inférieure, en moyenne, à celle des pays qui ne privatisent pas.

5) Inutilité d'un Secteur Public Aussi Grand

Plusieurs EP furent créees dans le but d'encourager ou de protéger certaines industries (argument de l'industrie naissante), de développer des régions reculées, créer de l'emploi, etc. Bref, elles furent créees afin de pallier aux imperfections du marché. Mais aujourd'hui certaines conditions ont changé, l'environnement économique, financier ou politique a pu changer ce qui fait que la présence d'EP n'est plus requise, le secteur privé étant suffisamment développé. Le taux de croissance du secteur privé devraient donc être plus élevé pour les pays qui privatisent que

pour ceux qui ne privatisent pas si ce raisonnement est juste.

Il est difficile de trouver des données sur le taux de croissance de l'output du secteur privé ou d'autres mesures semblables. Nous allons donc utiliser une mesure inférieure mais plus disponible, soit le taux de croissance à long terme du PNB. Ceci est une proxy raisonnable puisque plus le taux de croissance du PNB d'un pays est élevé, (1) plus il est permis de croire que les marchés se sont suffisament développés pour permettre la compétition entre industries autrefois dominées par les EP, (2) plus les marchés des capitaux sont développés, d'où la necessité amoindrie d'avoir des EP pour pallier au manque de capitaux dans les secteurs intensifs en capital, (3) et plus le secteur privé aura des capacités (techniques, administratives,...)lui permettant de posséder des entreprises qui, peut-être, ne pouvaient alors être correctement dirigées que par l'Etat.

H-5) : Le taux de croissance à long terme du PNB sera en moyenne plus élevé pour les pays qui privatisent que pour ceux qui ne privatisent pas.

3.3) ECHANTILLON

L'échantillon regroupe tous les pays en voie de développement excluant les pays dépendant largement du pétrole et les pays de l'Europe de l'Est, leurs circonstances économiques étant très

différentes des autres pays en voie de développement et dû à l'indisponibilité des données pour ces pays. Nous travaillons donc avec 83 pays .

3.4)MESURES

Par privatisation on entend la vente, la location ou la liquidation d'EP. Dans cette étude nous n'avons considéré que les transactions complétées et celles en négociation au moment choisi pour cette étude, soit janvier 1991. Les privatisations prévues ne sont pas incluses car elles ne réflètent pas nécessairement l'engagement du gouvernement à la privatisation.

Nous avons séparé les pays en trois groupes: les privatisateurs actifs, les privatisateurs peu actifs "cautious privatisers", et les non-privatisateurs, selon qu'ils aient complété 5 ou plus transactions, entre 1 et 4 transactions ou aucune transaction respectivement et ce, en janvier 1991.

Malheureusement, une telle classification a des faiblesses, plaçant sur un même pied un pays comme le Brésil qui a privatisé près d'une centaine d'EP avec le Ghana qui en a privatisé que six. Elle fait aussi une distinction sévère entre des pays qui ont fait une privatisation et ceux qui en ont fait aucune. De plus, elle ne tient pas compte de la taille des EP privatisées. Cette méthode ne nous permet donc que de détecter des patterns robustes.

Après avoir classifié les pays en trois catégories, nous allons considérer dans notre régression que les groupes extrêmes,

soit les privatisateurs actifs et les non-privatisateurs, afin d'augmenter les probabilités que nos hypothèses, si elles sont vraies, seront acceptées malgré les faiblesse de nos mesures et données.

Notons que les variables indépendantes ont été normalisées par le PNB afin de permettre la comparaison entre pays.

3.5) Le Modèle et ses Equations

Notre variable dépendante, comme expliqué plus haut, est la privatisation et les variables indépendantes sont : déficit budgétaire (BUDGDEF), la dette domestique (DOMDEBT), la dette extérieure (EXTDEBT), la dépendance sur la Banque Mondiale (WBANKDEP), la dépendance sur le FMI (IMFDEP), la part des EP dans l'investissement national (SOESHARE), la performance des EP (SOEPERF) et la croissance du PNB (GDPGRWTH).

Puisque la variable dépendante est qualitative (1 si le pays est un privatisateur actif, 0 sinon) nous allons utiliser un modèle logit bivarié, où la probabilité qu'un pays soit un privatisateur actif est dérivée de la fonction de distribution logistique suivante :

$$P \text{ (prob. qu'un pays soit un privatisateur actif)} = [1+ e^{-(XB)}]^{-1}$$

et, par simple manipulation on obtient :

$$\ln \; P/(1-P) \; = \; \ln \; (e^{XB}) \; = \; XB$$

L'argument XB peut être une combinaison linéaire des variables explicatives. L'auteur de l'article sur lequel on se base, R.Ramamurti, utilise d'ailleurs que la combinaison linéaire pour tester le modèle. Mais afin de s'assurer du meilleur modèle possible, nons allons également évalué notre équation de manière logarithmique et par la racine carrée, c'est-à-dire:

$$X\beta = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \ldots . \qquad \text{(forme linéaire)}$$

$$X\beta = \beta_0 + \beta_1 \log X_1 + \beta_2 \log X_2 + \ldots \qquad \text{(forme logarithmique)}$$

$$X\beta = \beta_0 + \beta_1 \sqrt{X_1} + \beta_2 \sqrt{X_2} + \ldots \qquad \text{(forme racine carrée)}$$

Notons qu'étant donnée les valeurs négatives de certaines variables, nous aurons une forme semi-logarithmique et semi racine carrée. De plus, nous avons utilisé le logiciel Shazam qui estime ces régressions par maximum de vraisemblance.

Rappelons qu'avec le modèle logit, la signification des coefficients diffère de celle que l'on connaît. De plus, le R^2 et les tests de student ne sont plus calculés de la même façon. Consultez l'annexe A pour plus de détails si nécessaire.

3.6) Résultats

Nous devions initialement avoir 60 observations, soit les pays non-privatiseurs et les privatiseurs actifs. Malheureusement, certaines données n'étant pas disponibles pour quelques pays, notre échantillon sera donc composé de 44 pays. La liste des pays inclus et non-inclus dans la régression se retrouve à l'annexe B.

Comme expliqué plus haut, nous nous attendons à des coefficients positifs pour toutes les variables indépendantes, sauf pour la variable SOEPERF. Voyons maintenant, pour les trois modèles étudiés le résultat des ces régressions.

3.6.1) Forme Linéaire

Le tableau 1 nous montre les résultats obtenus pour la forme linéaire de notre logit. Les résultats de ce test les plus importants y sont inclus soit, les coefficients estimés, les statistiques "t" de Student, le test du ratio de vraisemblance, le R^2 de Mcfadden, qui est une mesure fréquemment utilisée dans les modèles logit et enfin, les prévisions du modèle.

Alors que l'on s'attendait à des coefficients positifs pour toutes les variables indépendantes sauf pour SOEPERF, quatre des huit variables sont négatives soit, DOMDEBT, SOESHARE, SOEPERF et GDPGRWTH. Cependant, les t de Student démontre que ces quatres variables ne sont pas statistiquement significatives. Quant aux

quatre autres variables, BUDGDEF, EXTDEBT, WBANKDEP et IMFDEP, elles ont des coefficients positifs et significatifs dans les quatre cas.

Il semble donc que les raisons de privatiser de court terme ne prédominent pas sur les raisons à plus long terme et vice versa. Mais avant d'avancer des interprétations sur ces résultats, regardons la significativité de la régression dans son ensemble. Pour ce faire, nous avons utilisé le test du ratio de vraisemblance. Ce dernier indique que la régression est significative dans son ensemble pour un niveau de confiance de 90%, ce qui est satisfaisant.

Par ailleurs, le modèle parvient à prédire correctement 31 des 44 observations, soit un taux de réussite de 70,5%. Il semble donc que le modèle parvient à prédire assez bien les observations réelles.

Cependant, puisque nous avons tout de même quatre variables non-significatives, regardons si les autres formes du modèle ne seraient pas encore meilleures.

TABLEAU 1

Résultats du modèle LOGIT sous la forme linéaire

VARIABLE	COEFFICIENT ESTIMÉ	T-STUDENT
CONSTANTE	-2.02460	-1.5986**
BUDGDEF	0.10478	1.4203**
DOMDEBT	-0.006099	-0.13545
EXTDEBT	0.077971	2.0744*
WBANKDEP	0.020545	1.6029**
IMFDEP	0.030263	1.9124*
SOESHARE	-0.031892	-0.51981
SOEPERF	-0.030980	-0.91353
GDPGRWTH	-0.035304	-0.26816

TEST DU RATIO DE VRAISEMBLANCE	13.2503**
R^2 DE MCFADDEN	0.22571
NOMBRE DE PRÉDICTIONS JUSTES	31.0
% DE PRÉDICTIONS JUSTES	70.455%

N = 44 (27 obs. pour y=1 et 17 pour y=0)

*significatif à 5%

**significatif à 10%

3.6.2) Forme Semi-Logarithmique

Il s'agit ici d'une forme semi-logarithmique et non logarithmique car deux des huit variables explicatives, BUDGDEF et GDPGRWTH, ont des valeurs négatives pour quelques pays. Nous avons préféré garder la forme linéaire pour ces deux variables plutôt que d'éliminer les pays ayant des valeurs négatives pour ces deux variables afin de ne pas diminuer notre échantillon qui est déjà assez restreint.

Les résultats obtenus de cette régression sont dans le tableau 2.

A priori, en regardant les coefficients estimés, on voit une certaine amélioration par rapport au modèle précédent. En effet, seulement deux variables, SOEPERF et GDPGRWTH, ont un coefficient négatif alors qu'il y en avait quatre dans le modèle précédent. Notons toutefois que ces deux variables ne sont pas statistiquement significative selon le test de Student. Il en est de même pour BUDGDEF, DOMDEBT et SOESHARE. Nous avons donc ici cinq variables non-significatives alors qu'il y en avait quatre dans le modèle précédent.

Par contre, ce modèle est encore plus significatif que le modèle précédent selon le test de ratio de vraisemblance et le pourcentage de prédictions justes faites par le modèle a augmenté à 75%. Somme toute, le modèle semi-logarithmique est donc supérieur au modèle linéaire.

TABLEAU 2

Résultats du modèle LOGIT sous la forme semi-logarithmique

VARIABLE	COEFFICIENT ESTIMÉ	T-STUDENT
CONSTANTE	-8.5596	-1.8574*
BUDGDEF***	0.10005	1.2068
DOMDEBT	0.11633	0.23262
EXTDEBT	1.5734	2.2275*
WBANKDEP	1.4120	2.1374*
IMFDEP	1.0392	1.6146**
SOESHARE	0.06714	0.013314
SOEPERF	-0.69513	-1.3449
GDPGRWTH***	-0.06708	-0.47913

TEST DU RATIO DE VRAISEMBLANCE	14.5077**
R^2 DE MCFADDEN	0.24713
NOMBRE DE PRÉDICTIONS JUSTES	33.0
% DE PRÉDICTIONS JUSTES	75.00%

N =44 (27 obs. pour y=1 et 17 pour y=0)

*significatif à 5%

**significatif à 10%

***les variables BUDGDEF et GDPGRWTH ne sont pas sous la forme logarithmique car elles ont des valeurs négatives pour plusieurs pays.

3.6.3) Forme Racine Carrée

Pour les mêmes raisons invoquées plus haut pour le modèle semi-logarithmique, les variables BUDGDEF et GDPGRWTH restent sous la forme linéaire dans cette régression. Les résultats de cette dernière sont au tableau 3.

Cette régression montre que le modèle sous sa forme racine carrée est supérieur aux deux autres formes si l'on se base sur le test de ratio de vraisemblance qui est beaucoup plus haut ici que dans les deux autres cas. La régression est donc beaucoup plus significative avec la forme racine carrée. Nous allons donc adopter cette dernière pour répondre, au cours des prochaines lignes, à la question à laquelle tente de répondre cette étude.

Rappelons que l'auteur de l'article sur lequel est basé cette étude, R.Ramamurti, n'a utilisé que la forme linéaire sans avoir considéré la forme semi-logarithmique ou racine carrée. Il risque donc d'y avoir des disparités entre les réponses que l'on obtiendra et celles de l'auteur puisqu'il ne s'agit plus ici du même modèle. Analysons maintenant les résultats du tableau 3.

En plus d'avoir ici un ratio de vraisemblance plus élevé que les deux autres formes, le R^2 de Mcfadden est plus élevé qu'ailleurs et, plus interessant encore, le nombre de variables significatives selon le test de Student est plus élevé qu'ailleurs: il y en a 5 dans la forme linéaire, 4 dans la forme semi-logarithmique et 6 dans la forme racine carrée. De plus, la moitié de ces six variables sont significatives à 5%, alors que dans les deux autres cas, la plupart des variables sont significatives à

TABLEAU 3

Résultats du modèle LOGIT sous la forme racine carrée

VARIABLES	COEFFICIENT ESTIMÉ	T-STUDENT
CONSTANTE	-5.3794	-1.7313**
BUDGDEF***	0.12888	1.6052**
DOMDEBT	-0.16661	-0.47229
EXTDEBT	0.81235	2.2195*
WBANKDEP	0.61192	2.2497*
IMFDEP	0.53560	2.0480*
SOESHARE	-0.38882	-0.86497
SOEPERF	-0.42217	-1.3510**
GDPGRWTH***	-0.05262	-0.36989

TEST DU RATIO DE VRAISEMBLANCE	16.1737*
R^2 DE MCFADDEN	0.27551
NOMBRE DE PRÉDICTIONS JUSTES	31.0
% DE PRÉDICTIONS JUSTES	70.455%

N = 44

*significatif à 5%

**significatif à 10%

***les variables BUDGDEF et GDPGRWTH ne sont pas sous la forme racine carrée car elles ont des valeurs négatives pour plusieurs pays.

partir d'un niveau de confiance de 10% seulement. Nous avons donc bel et bien un modèle supérieur sous cette forme. La seule ombre à ce tableau est que le nombre de prédictions justes faite par le modèle a diminué de 5%. Mais il ne s'agit là que de deux observations ce qui est négligeable, et ainsi il n'y a pas à en s'inquiéter outre mesure.

La régression indique que quatre variables explicatives ont des coefficients estimés négatifs mais sur ces quatre variables, trois ne sont pas significatives et notons que la dernière, SOEPERF, n'est que faiblement significative. Toutes les autres variables significatives ont un coefficient estimé positif et elles sont : BUDGDEF, EXTDEBT, WBANKDEP et IMFDEP.

Revenons ici, avant de répondre à notre question initiale, au signe négatif du coefficient de la variable SOEPERF. Bien que ceci corresponde à ce que nous nous attendions d'après notre hypothèse, il y a cependant un facteur que j'aimerais souligner : sur les 60 pays étudiés (rappelons que l'échantillon a ensiute diminué à 44 pays à cause du manque de données), *aucun* avait un déficit budgétaire pour l'ensemble de ses EP. En effet, selon les statistiques du FMI, tous les pays avaient un secteur d'EP qui enregistrait que des surplus. Cela me semble bizarre, surtout dans le cas des pays de l'Afrique sub-saharienne qui eux, ont d'énormes problèmes avec la performance de leurs EP et qui doivent s'endetter auprès de l'étranger afin de financer leurs EP déficitaires. C'est même un des facteurs qui expliquent le haut niveau de dette étrangère dans ces pays. Dans ces conditions, il est difficile de

s'expliquer pourquoi on a que des surplus budgétaires pour le secteur des EP dans tous les pays en voie de développement! La seule explication que je vois est un avertissement que la Banque Mondiale donne à ses lecteurs dans une de ses publications : il ne faut jamais, lorsqu'il s'agit de données sur les EP, se fier aveuglément aux chiffres. En effet, les mesures comptables des pays en voie de développement peuvent être inadéquates ce qui donne des résultats faussés ou encore, les gouvernements embellissent peut-être les chiffres sur leurs EP afin de ne pas subir les affres des agences internationales. D'ailleurs, je ne sais pas quelles mesures le FMI utilise pour empêcher qu'il y ait de telles faussetés dans les chiffres mais je crois sincèrement qu'il est impossible que *tous* les pays en voie de développement aient un surplus budgétaire pour l'ensemble de leurs EP. C'est pourquoi malgré le fait que la variable SOEPERF soit significative, il est difficile de la considérer sérieusement et de s'attarder au fait qu'elle ait un coefficient estimé négatif. Le même commentaire s'applique à la variable SOESHARE qui, par ailleurs, n'est pas statistiquement significative.

Revenons donc à nos quatres variables significatives soit, BUDGDEF, EXTDEBT, WBANKDEP et IMFDEP. Tel que déjà mentionné, ces quatres variables ont des coefficients estimés positifs, conformément à ce que nous nous attendions d'après nos hypothèses. Ces dernières, rappelons-le, étaient divisées en deux : les raisons immédiates (ou de court terme) de privatiser et celles de long terme. Or, d'après nos résultats, seules les raisons de court terme

sont valables puisque seules les variables appartenant à cette hypothèse sont significatives (et de signe positif, de plus) à l'exception de DOMDEBT. Ainsi, il semblerait que les pays privatisent que pour ramasser de l'argent afin de financer leurs dettes et déficits et/ou à cause des pressions du FMI et de la Banque Mondiale à implanter un programme de privatisation.

Les résultats correspondent à ce que je m'attendais quoiqu'il m'est difficile d'expliquer pourquoi la variable DOMDEBT n'est pas significative puisqu'elle semble être par définition aussi pertinente que EXTDEBT ou même BUDGDEF.

Par ailleurs, le fait qu'aucune variable des hypothèses d'explication de long terme ne soient significatives ne me surprend pas non plus. En effet, j'ai déjà expliqué un peu plus haut pourquoi les résultats provenant de la variable SOESHARE ne m'inquietent pas. Il reste donc à analyser la variable GDPGRWTH soit, le taux de croissance du PIB.

La variable GDPGRWTH que j'ai incluse dans le modèle après mûre réflexion, même si elle était incluse dans le modèle de R.Ramamurti, ne me semble pas à priori être pertinente pour tous les pays en voie de développement. Il est vrai que quelques pays ont décidé de diminuer leur secteur public suite à la bonne performance économique du pays, mais je crois qu'il s'agit ici que d'une poignée de pays, tel que le Singapour et autres pays nouvellement industrialisés, et que cette hypothèse ne s'aplique pas à tous les pays en voie de développement en général. De plus la croisssance du PIB aurait plutôt un effet indirect que direct sur

la privatisation. Ces deux facteurs expliqueraient donc pourquoi la variable GDPGRWTH n'est pas significative.

Nous pouvons, par ailleurs, regarder la magnitude des coefficients pour déterminer lequel des facteurs de court terme semble avoir le plus d'effet sur la privatisation. C'est la variable EXTDEBT qui a le coefficient le plus élevé suivi de près par WBANKDEP et IMFDEP, puis de BUDGDEF. Ainsi, la dette extérieure augmente le plus la probabilité qu'un pays privatise suivi de sa dépendance sur les agences d'aide internationales. Notons toutefois que ces trois variables se suivent de très près ce qui implique que la différence n'est pas très significative, et que l'on ne peut se fier vraiment à cette conclusion.

CONCLUSION

Pourquoi les gouvernements privatisent-ils ? C'est là la question à laquelle tente de répondre cette étude. Les résultats obtenus indiquent que les gouvernements privatisent pour des raisons de court terme principalement. Ainsi, la probabilité de privatiser est plus élevée lorsque le déficit, la dette extérieure et la dépendance envers la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International sont élevés. Il semble aussi qu'il existe une relation inverse entre privatisation et performance des entreprises publiques. En effet, plus la performance des EP est élevée, moins la probabilité de privatiser est grande.

Les implications de ces résultats sont importantes. Premièrement, si les gouvernements privatisent parce qu'ils y sont contraints par la BM ou le FMI, le programme de privatisation risque d'être plutôt négligé ou du moins, ne pas être considéré sérieusement. Les résultats bénéfiques escomptés de la privatisation ne seront donc pas nécessairement atteints. Deuxièmement, si les gouvernements privatisent afin de rembourser leurs créanciers, il est possible que la privatisation soit un moyen de dernier recours d'augmenter les revenus de l'Etat. Autrement dit, ils sont peut-être *contraints*, encore une fois, de privatiser afin de rembourser leurs créanciers.

Il est raisonnable de penser qu'une privatisation faite à contre coeur ne sera pas aussi efficace qu'une privatisation faite de plein gré. Il semble donc que les gouvernements ne soient pas conscients ou, peut-être n'acceptent-ils pas le fait que la

privatisation peut donner des bénéfices économiques appréciables pour le pays. Il semble donc que les obstacles à la privatisation, telle que la peur de vendre à des étrangers, soient encore très présents dans les pays en voie de développement puisque les gouvernements ne veulent pas profiter des avantages de la privatisation et privatisent que si ils y sont contraints.

J'aimerais ici apporter quelques suggestions pour améliorer le modèle lors de recherches futures. Premièrement, une variable dummy indiquant le statut politique du pays pourrait être ajoutée aux variables indépendantes. Ainsi, on s'attendrait à ce qu'un pays socialiste ait une probabilité plus élevée de privatiser. Deuxièmement, la dette extérieure et la dette domestique que j'ai utilisées incluent la dette du secteur privé. Même si cette dernière est relativement faible dans les pays en voie de développement, il serait peut-être utile de refaire les régressions avec la dette domestique et extérieure du gouvernement seulement. Troisièmement, remarquons que mon échantillon n'a pas de notion de temps : je regarde, en 1991, combien d'entreprises publiques le pays a privatisées, sans tenir compte depuis quand il le fait. Or, il serait bon d'inclure le temps dans le modèle car un pays qui est contraint par le FMI ou la BM de privatiser depuis très longtemps a une probabilité plus élevée de privatiser qu'un pays qui est contraint depuis peu de temps. Et finalement, rappelons que dans notre échantillon nous avons omis les pays que nous avons nommés "privatisateurs peu actifs". Or, en procédant ainsi, nous perdons l'information que possèdent ces pays. Il serait donc pertinent de

reprendre l'étude en incluant ces pays grâce à un probit généralisé.

BIBLIOGRAPHIE

Abueg, Jose Marte, "Philippines : Pushing on with Privatisation", *Asian Business*, vol.27, octobre 1991, 18-20.

Aylen, Jonathan, "Privatisation in Developping Countries", *Lloyds Bank Review*, janvier 1987, 15-30.

Baker, Stephen, "Can Latin America Move from the Third World to the First?", *Business Week*, octobre 1991, 54-55.

Banque Mondiale, *Rapport sur le Développement dans le Monde 1992*, New York, Oxford University Press.

Brown, William S., *Introducing Econometrics*, West Publishing Company, St-Paul, 1991.

Callaghy,T. et E.Wilson, "Africa : Policy, Reality or Ritual?" dans *The Promise of Privatisation*, sous la direction de Raymond Vernon, New York, 1988.

Cook, P. et C. Kirkpatrick, "*Privatisation in Less Developped Countries*", St-Martin Press, 1988.

Dalai, Sucheta, "Facing the Inevitable", *Far Eastern Economic Review*, vol.151, mars 1991, 63-64.

Flint, Jerry, "Mexico´s "Piece" Dividend", *Forbes*, vol.148, décembre 1991, 50-56.

Floyd, R.H., Gray C.S. et Short R.P., *Public Enterprises in Mixed Economies: Some Macroeconomics Aspects*, Washington, The International Monetary Fund, 1984.

Fonds Monétaire International, *Government Finance Statistics Yearbook*, Washington, 1992.

_____. *Statistiques Financières Internationales*, Washington, mai 1993.

Fortune, "Hoping to Attract Foreigners", juin 1992, p.136.

Haggard, Stephan, "The Philippines : Picking up After Marcos" dans *The Promise of Privatisation*, sous la direction de Raymond Vernon, New York, 1988.

Herbst, Jeffrey, "The Politics of Privatization In Africa" dans *The Political Economy of Public Sector Reform and Privatization*, sous la direction de Suleiman,E. et J. Waterbury, Westview Press, 1990.

Kapstein, Ethan B.,"Brazil Continued State Dominance" dans *The Promise of Privatisation*, sous la direction de Raymond Vernon, New York, 1988.

Karanja, R.W., "Privatisation in Kenya", dans *Privatisation in Developping Countries*, sous la direction de V.V.Ramanadham, Routledge Press, London, 1989.

Lewis, Peter, "Privatization in Nigeria" dans *Privatization and Deregulation in Global Perspectives*, sous la direction de D. Gayle et J. Goodrich, Quorum Books, New York, 1990.

Montagu-Pollock, Matthew, "Privatisation : What Went Wrong?", *Asian Business*, Hong Kong, vol.26, août 1990, 32-39.

Moorman, Robert, "Privatization in Mexico Revisited", *Air Transport World*, vol.28, décembre 1991, 94-95.

Nankani, Helen, "Techniques of Privatization of State-Owned Enterprises", *World Bank Technical Papers*, Banque Mondiale, Washington, vol.2, no.88, 1988.

Nellis, John R., "Public Enterprises in Sub-Saharan Africa", *World Bank Discussions Papers*, Banque Mondiale, Washington, no.1, 1986.

Ramamurti Ravi, "Why are Developing Countries Privatizing?", *Journal of International Business Studies*, Second Semestre, 1992.

Schneider B., "The Politics of Privatization in Brazil and Mexico: Variations on a Statist Theme" dans *The Political Economy of*

Public Sector Reform and Privatization, sous la direction de Suleiman,E. et J. Waterbury, Westview Press, 1990.

Sekse, Canday, "Techniques of Privatization of State-Owned Enterprises", *World Bank Technical Papers*, Banque Mondiale, Washington, vol.3, no.88, 1988.

Shirley, Mary, "Bank Lending for SOE Sector Reform : A Review of Issues and Lessons of Experiences", *World Bank Research Observer*, Banque Mondiale, Washington, 1988.

Sigmund, Paul E., "Chile : Privatization, Reprivatization, Hyperprivatization" dans *The Political Economy of Public Sector Reform and Privatization*, sous la direction de Suleiman,E. et J. Waterbury, Westview Press, 1990.

The Economist, "Everybody's Doing It, Differently", vol.294, décembre 1985, 71-86.

_____, "Business Beckons", vol.321, décembre 1991, p.38.

APPENDICE A

Rappel sur le modèle logit :

Le modèle logit est dérivé de la fonction de distribution cumulative logistique suivante :

$$P = 1/1+e^{-(XB)}$$

Après manipulation algébrique, on obtient :

$$L = \ln (P/1-P) = e^{XB} = X\beta \qquad (1)$$

* Signification des coefficients : β mesure ici la variation de L pour une unité de variation de X. Elle mesure donc la variation du log du rapport des probabilités suite à la variation d'une unité de X.

Notons que l'on peut toutefois calculer la probabilité que Y=1 pour une valeur de x donnée. Il suffit de remplacer dans l'équation (1) les valeurs correspondantes puis de prendre l'antilog du résultat.

De plus, il est possible de calculer la probabilité que Y=1 suite à une variation d'une unité de X mais cette valeur dépendra toujours de la valeur de X choisie puisque cette dernièr détermine aussi la probabilité, tel qu'expliqué au paragraphe précédent.

* Signification du R^2 : Le R^2 que l'on utilise communément n'a plus de signification dans un modèle logit. On utilise plutôt le R^2 de McFadden que voici :

$$R^2 \text{ de McFadden} = 1 - LL_f/LL_c$$

où: LL_f = log de la fonction de vraisemblance du modèle "fitted".

LL_c = log de la fonction de vraisemblance du modèle contenant uniquement la constante (toutes les variables explicatives sont égales à zéro).

Par ailleurs, pour calculer la significativité de la régression dans son ensemble, on n'utilise pas le test de Fisher mais plutôt le ratio de vraisemblance :

$$D = -2LLR = -2 \ln (L0/L1) = -2(\ln L0 - \ln L1) \sim \chi^2$$

où: L1 = valeur de la fonction de vraisemblance pour le modèle "fitted".

L0 = valeur maximale de la fonction de vraisemblance si tous les coefficients sont égaux à zéro, excepté pour la constante.

LLR = log du ratio de vraisemblance.

Cette statistique suit une distribution χ^2 avec k degrés de

liberté, où k est le nombre de variables indépendantes dans le modèle. Si D excède la valeur du tableau au niveau de signification choisi, l'hypothèse nulle est rejetée. Cette dernière est que le modèle incluant que la constante explique mieux la variable dépendante que le modèle entier ("fitted").

ANNEXE B

Liste des Privatisateurs Actifs, des Privatisateurs Peu Actifs, et des Non-Privatisateurs (en 1991)

Non-Privatisateurs	Privatisateurs Peu Actifs	Privatisateurs Actifs
Ethiopie*	Rép.Afr.Centrale	Mali*
Burkina Faso	Somalie	Malawi*
Népal*	Benin	Niger
Tanzanie	Rwanda	Togo*
Burundi	Libéria	Ghana*
Madagascar	Indonésie	Sri Lanka*
Lesotho*	Honduras	Pakistan*
Yemen*	Egypte	Sénégal
El Salvador*	Cameroon	Mauritanie*
Chine	Rép. Dominicaine	Zambie*
Zimbabwe*	Israel	Côte d´Ivoire
Nicaragua	Kenya	Phillipines*
Botswana*	Sierra Leone	Maroc*
Ile Maurice*	Inde	Papouasie-Nouvelle
Jordanie	Algérie	Guinée*
Equateur*		Jamaïque
Guatemela*		Costa Rica*
Pérou*		Tunisie*
Paraguay*		Chili*
Uruguay*		Brésil*
Afrique du Sud		Malaisie*
Grèce*		Panama*
Trinidad et Tobago*		Turquie*
Haïti		Mexique*
		Argentine*
		Bangladesh*
		Zaïre*
		Bolivie*
		Thaïlande*
		Venezuela*
		Colombie*
		Portugal*
		Nigéria
		Soudan
		Congo
		Iran

*inclus dans la regression

APPENDICE C

Définitions et Sources des Données des Variables Indépendantes

Variable	Définition/Source
BUDGDEF	Déficit ou surplus budgétaire en 1991 en % du PNB. *Sources*: Rapport sur le Développement dans le Monde 1992, Tableau 11 ; Government Financial Statistics Yearbook 1992, FMI.
DOMDEBT	Dette Domestique en 1990, en % du PNB. *Source*: Statistiques Financières Internationales, mai 1993, FMI ; Government Financial Statistics Yearbook 1992, FMI.
EXTDEBT	Dette extérieure totale en 1990, en % du PNB. *Source*: Rapport sur le Développement dans le Monde 1992, Tableau 24.
WBANKDEP	Prêts de la BM cumulatifs et crédits IDA en % du PNB avant le programme de privatisation. *Source*: Rapport Annuel, Banque Mondiale.
IMFDEP	Encours total des crédits du FMI et prêts du FMI, avant le programme de privatisation, en % du PNB. *Source*: Statistiques Financières Internationales, mai 1993, FMI.
SOESHARE	Part des EP dans l'investissement national, avant le programme de privatisation. *Source*: Floyd, Gray et Short (1984),Tableau 1.
SOEPERF	Surplus/déficit des EP en % de la valeur ajoutée du secteur des EP, avant le programme de privatisation. *Source*: Governement Financial Statistics Yearbook 1992, FMI.
GDPGRWTH	Taux de croissance du PIB de 1965-90. *Source*: Rapport sur le Développement dans le Monde 1992, Tableau 2.